

Unité départementale du Littoral
Rue du pont de Pierre
CS60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 26/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VERRIER ET FILS (ex MATERIAUX SILICEUX DE LA SOMME)

ZI 505 rue des Reptins
62620 Ruitz

Références :

H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\05_CARRIERES\Carrières
C2\VERRIER ET FILS_Wailly Beaucamp_0007003399\2_Inspections\2025 09 17 PPC
Code AIOT : 0007003399

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/11/2025 dans l'établissement VERRIER ET FILS (ex MATERIAUX SILICEUX DE LA SOMME) implanté LIEU DIT LE HALLOY 62170 Wailly-Beaucamp. L'inspection a été annoncée le 09/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL et fait suite au changement d'exploitant acté par arrêté préfectoral du 27 mars 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERRIER ET FILS (ex MATERIAUX SILICEUX DE LA SOMME)

- LIEU DIT LE HALLOY 62170 Wailly-Beaucamp
- Code AIOT : 0007003399
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Verrier et fils exploite la carrière de sable et de graviers de Wailly-Beaucamp depuis le 27/03/2025. La carrière est en exploitation depuis 2006 (arrêté préfectoral d'autorisation du 12/10/2006). Le 08/02/2023 la société MSS a été autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière pour une durée de 10 années. Les tonnages maximaux annuels autorisés sont de 80 000 tonnes avec un maximum de 100 000 tonnes pour l'extraction et de 80 000 tonnes pour le traitement des matériaux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Consignes et plans d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/02/2023, article 2-2-9-2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 08/02/2023, article 2-1-12	Sans objet
3	Consignes et plans d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 09/02/2023, article 2-2-9-3	Sans objet
4	Aménagements préliminaires.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4	Sans objet
5	Production autorisée	Arrêté Préfectoral du 08/02/2023, article 1.2.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Malgré la multitude de documents transmis à l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan complet répondant à la prescription de l'article 2-2-9-2 de son arrêté. Par contre, l'exploitant a fait preuve d'une grande réactivité en ce qui concerne la re-mise en place du bornage disparu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2023, article 2-1-12
Thème(s) : Risques chroniques, Bornage

Prescription contrôlée :

Préalablement à la mise en exploitation des installations visées à l'article 1.1, l'exploitant est tenu de placer :

- Les bornes [ABCD...] matérialisant les sommets du polygone et les alignements visuels nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'autorisation PA tel que figurant sur le plan joint en annexe 1 au présent arrêté. Pour les alignements visuels en ligne droite, les bornes seront placées au plus tous les 50 m afin d'identifier aisément le périmètre PA.
- Un piquetage [1,2,3] matérialisant les sommets du polygone et les alignements visuels nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'extraction PE tel que figurant sur le plan joint en annexe 1 au présent arrêté.
- une borne de nivellement permettant le contrôle des côtes NGF prescrites ci-après.

L'exploitant s'assure du maintien en place de l'ensemble de ces bornes ainsi que leur visibilité en toutes circonstances et assure si nécessaire leur réimplantation, jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

L'exploitant tient le plan de bornage à la disposition de l'inspection, la position de chaque borne est repérée par ses coordonnées dans le système de projection Lambert II étendu ou Lambert 93. Préalablement à la mise en exploitation des installations visées à l'article 1.1, l'exploitant installe une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent autour de toutes les zones dangereuses des travaux d'exploitation, notamment les accès aux fronts d'exploitation.

Constats :

Le bornage du Périmètre d'Autorisation est visible coté forêt. La végétation ne permet pas à cette période de visualiser l'ensemble des bornes. Il en est de même pour le piquetage matérialisant le Périmètre d'Extraction.

L'exploitant a fait appel à un géomètre expert. Le bornage a été vérifié, le géomètre a procédé à l'implantation d'une partie du PA et d'une partie du PE (bornes manquantes). Dans son courrier du 20 novembre 2025 le géomètre atteste que "les bornes et autres signes de reconnaissance sont bien positionnés tels qu'indiqué au plan". Le plan de positionnement est joint au courrier. La borne de nivellement est matérialisée sur le plan transmis.

Il est constaté la présence d'une clôture sur la périphérie de l'installation ne permettant pas l'accès aux zones dangereuses (constat non exhaustif).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consignes et plans d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2023, article 2-2-9-2

Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un plan à l'échelle 1/1000. Sur ce plan, sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les bornes visées à l'article 2.1.2.2
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- les voies de circulation
- les installations fixes de toutes natures (bascule, locaux, installations de traitement ...)
- les limites du périmètre extractibles visées à l'art. 1.2.2 ;
- les zones de stockages de produits finis, des stériles, des terres de découverte ;
- la position des éléments de surface visés à l'art. 2.2.5 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Toutes les altimétries sont fournies en NGF (nivellement général de la France) système IGN69
Toutes les profondeurs sont complétées par leur altimétrie IGN69.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ce plan est adressé à l'issue de la première phase quinquennale, à l'inspection des installations classées, avec les indications permettant d'assurer le suivi des travaux de remise en état.

Constats :

L'exploitant a transmis plusieurs plans, dont certains de moins de un an d'autres plus anciens (2003). Aucun des plans transmis ne recense l'ensemble des éléments visés supra, et certains éléments ne sont présents sur aucun plan, notamment les abords de l'installation sur 50m et les zones de stockage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Consignes et plans d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2023, article 2-2-9-3

Thème(s) : Situation administrative, Plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées issus de l'e

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan, établi avant le début de l'exploitation, contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets

- d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

L'exploitation ne génère pas de déchets d'extraction. L'exploitant a une filière pour chacun des matériaux extraits : sable blanc, sable roux, silex et craie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Aménagements préliminaires.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4

Thème(s) : Autre, aménagements

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Constats :

La voie d'accès au chantier est pourvue des informations supra. L'exploitant s'assurera de la non altération des informations affichées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Production autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2023, article 1.2.3.1

Thème(s) : Autre, production

Prescription contrôlée :

Les tonnages maximaux annuels autorisés sont :
- 80 000 t en moyenne (avec un maximum à 100 000 t tonnes) pour l'extraction

- 80 000 t pour le traitement des matériaux.
Constats : L'exploitant a extrait 40 000 t en 2023 et 39 000 t en 2024 (déclarations GEREP).
Type de suites proposées : Sans suite